



Quand la rémunération moyenne des conseillers de Fleur Pellerin affole les compteurs

La presse s'est fait largement l'écho ces derniers jours des informations produites par le député socialiste René Dosière sur les rémunérations dans les cabinets ministériels en 2014.

Dans cette analyse fouillée, il apparaît que les conseillers du cabinet de Fleur Pellerin se taillent la part du lion. Si la rémunération mensuelle brute moyenne des membres des cabinets ministériels enregistre une hausse parfaitement choquante de 7,1%, à 8201 €, par rapport à 2013 - quand l'indemnité de sujétion particulière (ISP) augmente elle de 4,3% (2235 €) – les chiffres pour le ministère de la culture atteignent des sommets.

Les conseillers de la ministre de la culture sont même les premiers de la classe puisque leur rémunération moyenne est la plus élevée : 13 744 € par mois, ISP comprise. Elle est même largement supérieure à celle de la ministre...

Au moment où le gouvernement impose une politique d'austérité extrêmement sévère et demande des efforts toujours plus importants à la population et aux salariés, il y a, vraiment, de quoi être scandalisés. Et que dire des dirigeants du ministère de la culture et a fortiori du cabinet qui ne cessent de remettre à plus tard les négociations pourtant urgentes et indispensables sur la carrière des agents, et qui restent aveugles et sourds à la paupérisation et à la précarité qui gagnent toutes les filières professionnelles et qui touchent peu ou prou toutes les catégories.

Que Madame Pellerin garde le silence sur cette situation est inacceptable et nous le l'acceptons pas. Nous ne pouvons plus entendre que les personnels doivent se serrer la ceinture pour cause de crise et de redressement des comptes publics. Les revendications que nous portons avec les agents sur les salaires et les carrières doivent l'emporter maintenant sur toute autre considération. A ignorer la réalité et les besoins vitaux des personnels, le ministère de Fleur Pellerin va droit dans le mur et le gouvernement avec.

Une fois encore, nous voulons appeler nos collègues à se mobiliser. Nous ne pouvons pas en effet nous résoudre à cette situation déplorable et inadmissible. Battons-nous ensemble. Ensemble nous pouvons changer tout cela.

Paris, le 18 novembre 2014